
Euro : les pays gagnants sont ceux qui sortiront

Introduction

Les partisans de la monnaie unique agitent régulièrement **le spectre du chaos économique en cas de sortie d'un ou plusieurs pays de la zone euro**. Cet argument, relayé de bonne foi chez certains, et avancé par d'autres pour manipuler l'opinion, ne résiste pas à l'épreuve des faits et de la raison.

- Le chaos économique, certains Etats membres de la zone euro le connaissent déjà, et les autres le connaîtront bientôt. Afin de préserver la monnaie européenne, des plans de rigueur sans équivalent se multiplient, partout au détriment de la croissance et de l'emploi et finalement au détriment des peuples. Donnons un seul exemple des conséquences économiques et sociales dévastatrices de ces plans de rigueur : l'Irlande vient de décider une baisse de 11,5% de son SMIC !
- Il est possible de réfléchir à une sortie ordonnée et maîtrisée de l'euro. Des économistes de renom y réfléchissent et l'idée commence à faire son chemin dans le débat politique français sous l'impulsion du Front National. Avec un groupe d'experts, Marine Le Pen a initié une réflexion qui permet de préparer la sortie de l'euro. Un document qui détaille les 12 étapes essentielles pour sortir de l'euro a déjà été diffusé et apporte la preuve qu'il est possible d'agir avec responsabilité, sans précipitation. Il est préférable de penser la fin de l'euro en toute intelligence, et dans l'intérêt de la France, plutôt que de la subir lorsque l'euro, monnaie non viable, finira par implorer.

Enfin, et **c'est l'objet de la présente note, il y a un précédent en Europe : la sortie de plusieurs pays du Système Monétaire Européen (SME) en 1992/1993, qui présente des points communs très instructifs avec la situation actuelle**, et qui démontre que le scénario de l'apocalypse n'est pas crédible.

- Au contraire, la restauration de notre liberté monétaire rendrait possible l'installation de notre pays dans un cercle économique et social vertueux.

Un précédent : la sortie réussie du SME dans les années 1990

Le Système Monétaire Européen avait été créé en 1979, réunissant d'abord 8 monnaies. Il prévoyait un système de change quasi fixe entre les monnaies membres, autour d'un cours pivot.

Durant les années 1980, il n'empêche pas la Communauté Economique Européenne (CEE) de réaliser de médiocres performances économiques. Le taux moyen de croissance économique de la CEE est en effet inférieur à celui des Etats-Unis et du Japon sur cette période. On n'a pas observé non plus de convergence économique forte entre les pays membres, notamment en ce qui concerne les taux de chômage, aussi disparates en 1990 qu'en 1980.

Surtout, les crises du SME de 1992-1993 permettent d'établir sur certains aspects un parallèle très instructif avec la situation que connaît aujourd'hui la zone euro.

La conclusion principale qu'on peut tirer de ces événements est que les pays sortis du Système Monétaire Européen ont connu une situation économique meilleure, alors que les pays qui sont restés, comme la France, ont payé chèrement ce choix. Déjà à l'époque, les sombres prévisions des élites autoproclamées et les menaces qu'elles agitaient sur les pays qui sortiraient du SME ont été totalement contredites.

Notre analyse nous amène à penser que la zone euro est aujourd'hui confrontée à un scénario similaire à celui de 1992/1993 à différents égards.

Au début des années 1990, la croissance économique ralentit fortement en Europe. La France connaît ainsi en 1993 sa première récession depuis la seconde guerre mondiale. **Accrochées à un mark allemand très fort, les monnaies membres du SME étouffent progressivement la vitalité économique de leurs pays respectifs.**

➤ A cette période, 8 monnaies sur les 11 membres sont en effet contraintes de varier de + ou - 2,25% par rapport au cours pivot, ce qui laisse très peu de marges de manœuvre. C'était en quelque sorte déjà l'euro, « sans l'euro ».

En 1992/1993, la cassure se précise, entre d'un côté l'Allemagne et la France, qui choisissent de rester dans le SME, et de l'autre côté le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne, qui en sortent. Ainsi, le 13 septembre 1992, la lire italienne est dévaluée de 7,5%. Quelques jours plus tard, la livre sterling britannique quitte le SME alors que la peseta espagnole est dévaluée une première fois. En août 1993, les marges de fluctuation sont élargies à + ou - 15%.

Déjà à l'époque, les « élites » brandissaient, à tort, le spectre du chaos

Contre les prévisions des élites et des experts autorisés, on s'aperçoit rapidement que les gagnants sont les pays qui ont quitté le SME. Dès 1993, la croissance britannique repart. L'économie est oxygénée à nouveau. L'Italie et l'Espagne seront dans cette situation favorable à partir de 1994, sous l'effet d'un commerce extérieur revigoré par les dévaluations compétitives. Alors que la balance commerciale italienne était lourdement déficitaire entre 1987 et 1992, elle affiche très vite des excédents importants, durables (un excédent commercial record encore en 1996, qui se dégradera dès que la lire réintégrera le SME pour préparer l'entrée dans l'Union Economique et Monétaire et l'euro).

Dans ces trois pays, on observe une baisse des taux d'intérêt.

Près de 20 ans plus tard, les économistes reconnaissent que les pays qui retrouvèrent à l'époque leur liberté monétaire ont été en mesure d'obtenir des résultats économiques et sociaux supérieurs. Le consensus économique actuel estime à plusieurs centaines de milliers le nombre d'emplois que le maintien dogmatique de la France dans le SME a coûté à notre pays.

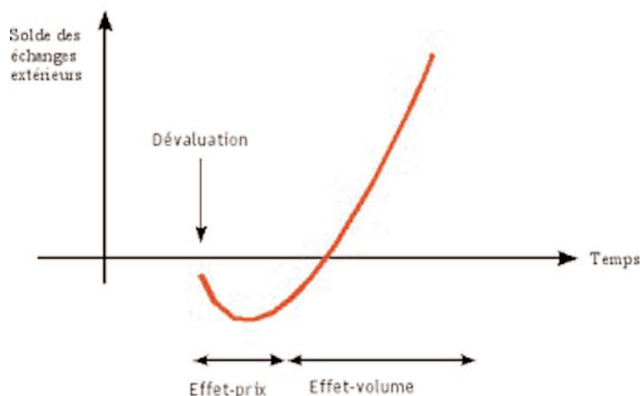
L'histoire donne actuellement le sentiment de se répéter en partie :

- Une situation économique très dégradée (plus encore aujourd'hui qu'au début des années 1990 ; la zone euro a connu la récession la plus sévère du monde en 2009),
- Une monnaie trop forte,
- Un choix politique à opérer entre un ajustement par la monnaie (qui implique une sortie de l'euro, ce que nous préconisons) ou par les dépenses budgétaires (ce qui se traduit par les plans d'austérité effroyables déjà imposés à la Grèce et l'Irlande, c'est le plan de l'UMP, du PS, et du FMI),
- Des « élites » dirigeantes aveuglées par une idéologie, prête à beaucoup de mensonges pour effrayer les peuples et les dissuader de préparer le plan B de la sortie de l'euro.

Cette situation doit être analysée à l'aune de l'expérience d'un passé proche. Ce n'est qu'ainsi que notre pays pourra, de manière concertée, retrouver le chemin de l'espoir.

L'effet positif de la dévaluation compétitive

Annexe : l'effet positif des dévaluations compétitives sur le commerce extérieur et la santé économique de la Nation : la courbe en J de Marshall-Lerner.



Pendant quelques mois après une dévaluation monétaire, le solde commercial se dégrade, sous l'effet de la hausse du prix des importations. C'est « l'effet-prix ».

Mais au bout de 6 mois en moyenne, le solde commercial se redresse fortement, grâce à la nette augmentation des exportations permise par la dévaluation compétitive de la monnaie. C'est « l'effet-volume ».

Les dévaluations font partie de la vie monétaire traditionnelle. Elles ne sont ni bonnes, ni mauvaises en soi, elles sont un fait, et une arme dans certains cas.

Entre 1949 et 1989, le franc a perdu 75% de sa valeur par rapport au mark. Pourtant, sur la même période, la croissance économique de la France a été globalement équivalente à celle de la République fédérale d'Allemagne.

Diaboliser la dévaluation comme le font les partisans de « l'euro-à-tout-prix » n'a donc pas de sens. Il s'agit simplement d'un faux argument, purement idéologique, destiné à tromper l'opinion publique.

La dévaluation compétitive que permettrait une sortie organisée, et anticipée, de l'euro n'est d'ailleurs pas le seul avantage que ce choix produirait pour notre pays et le peuple français. Une politique monétaire nationale permet un niveau d'action beaucoup plus fin, plus adapté aux réalités nationales. Elle est plus réactive et performante.